



le travail

du permanent

VOL. 3 NO. 35

INFORMATION

22 SEPTEMBRE 1967

En Amérique latine

C'est un syndicalisme politique et révolutionnaire qu'il faut faire

Le dernier Bureau confédéral, tenu à Trois-Rivières les 8 et 9 septembre derniers, a voté à l'unanimité un appui, à la Confédération latino-américaine des syndicats chrétiens (CLASC) équivalent au salaire de deux permanents jusqu'en juin 1968, et de quatre permanents à compter de cette date. Pour cette année, cet octroi représente un montant d'environ \$5,000, et à compter de juin 1968 un montant de \$10,000.

Cette proposition de l'exécutif de la CSN a fait suite à la description par Emilio Maspero, Secrétaire-général de la CLASC, de la situation qui prévaut actuellement en Amérique latine, tant au point de vue des conditions de vie, de la société, que des problèmes syndicaux qui se posent l'à-bas.

L'Amérique Latine (ou du sud) comprend 250 millions d'habitants; en 1970, on prévoit que la population sera de 280 millions, en 1980, de 364 millions et en l'an 2000, de 600 millions. Le problème fondamental de cette population est la famine: 60 millions de personnes sont au bord de l'inanition et 130 millions de personnes se couchent le soir sans avoir mangé à leur faim et sans avoir absorbé le nombre de calories nécessaires au minimum de la santé.

Et en même temps que se pose ce problème, l'agriculture nationale va en diminuant constamment; en 1964, on a dû faire pour \$1 milliard d'importation de nourriture, dans ce continent qui dispose d'un million cinq cent mille hectares de terres cultivables et de forêts! Ce problème est en partie explicable puisque ce sont 15,000 familles au total qui contrôlent toutes les terres du continent: les paysans vivent dans des conditions féodales indescriptibles.

Le deuxième problème qui se pose aux Latino-américains, en même temps que celui de la famine, est le problème de la réforme agraire qui, seule, pourrait permettre à ces pays de se développer et à ces millions de personnes de vivre. Mais les gouvernements en place ne veulent pas faire cette réforme parce qu'ils craignent qu'elle ne déclenche le processus de la révolution sociale. Pour réaliser cette réforme agraire, il faudrait investir 2 millions 500,000 dollars chaque année, de façon continue d'ici 1980.

"Pourtant, dit M. Maspero, les gouvernements d'Amérique latine dépensent en armement \$2 milliards par année; on en dépense \$500 milliards au monde. Avec ce que les Etats-Unis dépensent en une seule année au Vietnam (13 milliards) nous pourrions lancer la réforme agraire dans toute l'Amérique latine et accorder aux gens leur droit à la vie. Parce que tel est le point où nous en sommes encore: obtenir le droit strict à la vie!"

LA CULTURE POPULAIRE

Un troisième problème se pose aux Latino-américains: celui de la culture populaire. Il y a en Amérique du Sud, 80 millions d'analphabètes et 160 millions de semi-analphabètes. Or, la loi de ces pays interdit aux analphabètes de voter (ils sont cependant obligés de faire leur service militaire...); quand des projets d'alphabétisation sont mis de l'avant par divers organismes intermédiaires, on s'empresse de faire un coup d'Etat militaire sous prétexte d'un danger communiste et on établit une dictature de droite: l'Establishment sait trop bien que les nouveaux votes qui arriveraient si on alphabétisait la population, ne seraient pas pour lui. C'est ainsi, dit Maspero, qu'il faut expliquer le Coup d'Etat du Brésil qui a renversé Goulart: 20 millions de nouveaux votes allaient arriver bientôt.

Comme 70% de la population latino-américaine a moins de 25 ans, il faudrait 800,000 nouvelles écoles et un million de nouveaux professeurs, immédiatement, pour instruire tout le monde!

L'IMPERIALISME ECONOMIQUE

Dans ses échanges commerciaux avec les pays riches, l'Amérique latine a perdu en dix ans \$20 milliards parce que le prix de ses exportations, qui sont fixés ailleurs que sur le continent, ont baissé pendant que le coût des importations montait. Ce \$20 milliard est exactement le montant que l'Alliance pour le Progrès (créé par les Etats-Unis) entend donner à l'Amérique latine en 20 ans! C'est donc assez simple à calculer: quand les Etats-Unis donnent \$1.00 à l'Amérique latine d'une main ils retirent \$2.00 de l'autre... C'est un cercle vicieux d'appauvrissement.

Les travailleurs des champs et des villes sont les principales victimes de cette situation de misère et d'injustice.

(la suite en page 2)

Les valeurs humaines et la technologie

Au cours de la 17^e conférence du Centre de Relations Industrielles de l'Université McGill, tenue à Montréal les 16 et 17 mai derniers, quatre exposés furent prononcés par des professeurs sociologues sur "les valeurs humaines et la technologie".

Le professeur Harold Wilenski de l'université de la Californie a parlé de l'impact du changement sur les valeurs travail et loisirs. Il a d'abord décrit la société moderne comme étant composée de pauvreté pour un cinquième de la population et de richesses partagées pour les classes moyennes. Et selon lui, les guerres lointaines et l'automation qui exige la création de divertissements de masse, vont changer l'aspect de la société traditionnelle.

Il faut reconnaître aussi que nous avons plus de liberté qu'en avait l'homme des sociétés pré-industrielles, mais que cette liberté n'a été obtenue qu'à cause de l'existence d'organismes indépendants tels que les syndicats libres, les clubs sociaux et les groupes de pression. Les gains obtenus depuis ce temps n'ont peut-être pas de quoi nous réjouir mais, dit-il, il faut quand même noter qu'il y a une tendance plus grande vers l'égalité et la justice sociale.

Cependant, la guerre à la pauvreté dont on parle tant au Canada et aux Etats-Unis n'est en réalité qu'une guerre verbale, continue le professeur Wilenski. Les budgets fantastiques de la guerre au Vietnam, (il en coûte \$400,000 pour tuer un soldat ennemi) créent un gaspillage éhonté d'argent qui pourrait servir à régler les problèmes urgents de la société moderne (lois sociales, logement, etc.)

Un autre aspect du problème de la société moderne, est la distribution inégale du travail. Pendant que certains groupes de travailleurs spécialisés travaillent des semaines de 60 heures et plus parce qu'on manque de personnel compétent, on néglige de former les travailleurs non-spécialisés de façon à ce qu'on puisse les utiliser en permettant à ceux qui sont déjà là de faire des semaines normales de 40 heures environ, et on condamne ces non-spécialisés aux "loisirs" forcés. Ceci, dit le professeur Wilenski, ne peut être corrigé que par une étroite collaboration entre le gouvernement et l'entreprise.

En plus des problèmes de pauvreté et de mauvais partage du travail, il y a celui des divertissements de masse axés sur la publicité des produits de consommation. La télévision excite notre goût pour les automobiles, par exemple. Mais qui se préoccupe de notre goût pour des transports en commun rapides, pour de meilleurs hôpitaux, pour des projets d'habitation? Toute cette publicité accomode le système économique, crée des besoins que le travailleur peut difficilement se permettre, mais contre lesquels il ne peut plus se défendre.

En résumé, dit-il, "notre abondance est écrasante et elle traîne avec elle de nouvelles menaces à l'égalité et à la justice sociale. L'énoncé de Karl Marx selon lequel les riches deviennent plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres s'applique actuellement au monde entier comme jamais il ne s'est appliqué dans aucun pays".

A la suite de cette conférence, M. Jean Marchand a réaffirmé la politique de

son ministère à savoir que les ouvriers touchés par des changements technologiques qui devront suivre des stages d'entraînement, toucheront durant leur période de formation un revenu qui prendra le nom d'allocations de formation et qui sera versé par l'Etat. Il faudra même prévoir un dédommagement pour les travailleurs déplacés qui se verront obligés de vendre leur maison. Ce dédommagement sera de l'ordre de \$500. Evidemment, avec un tel montant, seul le principe est reconnu et il reste beaucoup à faire pour donner au travailleur une compensation réelle.

Dans une autre conférence extrêmement intéressante, ayant comme titre: "Le travailleur: insécurité, peur et résistance aux changements", le professeur Brookbank de l'université Dalhousie a déclaré que la direction des entreprises était souvent responsable de cette peur du changement à cause de son comportement envers les travailleurs et les cadres.

Les descriptions de tâches rigides et la complication des procédures comptables en arrivent vraiment à créer cette impression. De plus, les cadres, assujettis à des budgets précis, se voient évidemment forcés de s'en tenir à leur petite routine et ne peuvent appliquer aucun changement. Le travailleur, pour sa part, ne s'opposerait probablement pas aux changements s'il était informé de ce qui lui arrivera et s'il était préparé pour occuper de nouvelles responsabilités. Ainsi s'explique la nécessité de participation des travailleurs à l'entreprise.

REJEAN PARENT

EN AMÉRIQUE LATINE ... (suite de la page 1)

Au Venezuela, par exemple, qui est un des pays dont le revenu per capita est le plus élevé de l'Amérique latine, 980,000 du 1,400,000 familles qui y vivent ont un revenu mensuel de \$120. Ce qui veut dire que 70% de la population a un revenu hautement insuffisant, tandis que 3.7% de la population reçoit un revenu supérieur à \$1,000 par mois.

Voici deux exemples de cette situation. En Bolivie, les ouvriers des mines d'étain travaillent environ à 13,000 pieds (4,000 mètres) de profondeur; ils n'ont pas d'ascenseur pour remonter à la surface; pour avoir la force de remonter, ils doivent prendre de la cocaïne, ils sont donc continuellement drogués. Ces travailleurs gagnent \$25 par mois. Leur âge moyen est de 32 ans. Après cet âge, ils meurent. Quant aux paysans, ils sont 55 millions et gagnent \$57 par année.

LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

Le syndicalisme latino-américain n'a jamais su répondre à la réalité du pays parce qu'on a voulu en faire soit une lutte pro-communiste soit une lutte anti-communiste. La CLASC, fondée en 1954, a décidé, pour sa part, qu'il

était impossible sur ce continent de faire du syndicalisme sans travailler en même temps et le plus rapidement possible à la révolution sociale. Il fallait combattre le syndicalisme de "bifteck" importé des Etats-Unis qui travaillait justement à empêcher toute révolution quelle qu'elle soit.

La CLASC a donc opté pour un syndicalisme politique, totalement latino-américain, fait selon des méthodes propres à ce continent et selon une idéologie qui assure le processus de développement et de promotion du peuple, de la nation. Une des tâches que la CLASC s'est donnée, par conséquent, est de faire l'unité de l'Amérique latine afin que ce continent traite d'égal à égal avec les Etats-Unis et mette fin à ce "panaméricanisme" qui n'est fait que pour les Etats-Unis et dans lequel l'Amérique latine n'est que "l'arrière cour" ou le jardin des Etats-Unis, selon l'expression du confrère Maspero.

Cette organisation syndicale a d'ailleurs réussi à créer chez les latino-américains l'espoir d'un véritable mouvement syndical national. Mais pour y arriver complètement, la CLASC doit encore combattre le syndicalisme américain qui utilise volontiers une politique de corruption pour tuer tout militantisme national.

Des émissions sur la réforme scolaire: "C'EST VOTRE AFFAIRE!"

"C'est votre affaire!" — deux séries de 26 émissions chacune; 30 minutes hebdomadaires sur les dessus et les dessous de la réforme scolaire, servies à 500,000 foyers québécois sur les ondes de 11 stations de télévision et de 44 stations de radio privées.

Productions du service d'Information au ministère de l'Éducation, avec la collaboration de l'Office d'information et de publicité, les deux séries "C'est votre affaire!" sont dépouillées de l'aspect sévère qui a marqué jusqu'ici l'information gouvernementale en ce

qui concerne la réforme de l'enseignement. Elles se veulent d'abord faciles d'écoute et de facture moderne; leur contenu est de nature à familiariser toutes les catégories de Québécois, quelle que soit leur occupation, avec le renouveau scolaire.

Les deux séries "C'est votre affaire!" traiteront sensiblement les mêmes émissions à la télévision prenant la forme d'un exposé complet sur un sujet thèmes d'une semaine à l'autre, les donné, cependant que les émissions

radiophoniques seront du type magazine, au contenu plus varié.

L'horaire des deux séries tient compte avant tout des heures de loisir des parents au cours desquelles ceux-ci peuvent écouter la radio et regarder la télévision: au petit écran, émissions dominicales dans l'après-midi ou en soirée, à l'intention du chef de famille; à la radio, émissions sur semaine à l'intention de la maîtresse de maison, dans la matinée, dans l'après-midi ou en soirée, selon le cas.

Thèmes:

Semaine du 10 septembre: Présentation et tour d'horizon
Semaine du 17 septembre: L'enseignement préscolaire
Semaine du 24 septembre: L'aide aux étudiants
Semaine du 1er octobre: L'enseignement élémentaire
Semaine du 8 octobre: L'enseignement élémentaire (suite)
Semaine du 15 octobre: L'atelier pédagogique
Semaine du 22 octobre: L'enfance inadaptée
Semaine du 29 octobre: Lepassage du cours élémentaire au cours secondaire
Semaine du 5 novembre: La polyvalence
Semaine du 12 novembre: Le cheminement de l'élève au secondaire
Semaine du 19 novembre: Cours d'initiation à la vie; cours d'initiation au travail
Semaine du 26 novembre: La formation d'hommes de métiers
Semaine du 3 décembre: L'orientation après le secondaire
Semaine du 10 décembre: L'orientation après le secondaire (suite)
Semaine du 7 janvier: Le nouveau cours collégial
Semaine du 14 janvier: Le nouveau cours collégial (suite)

Semaine du 21 janvier: La formation des techniciens
Semaine du 28 janvier: L'éducation des adultes
Semaine du 4 février: L'éducation des adultes (suite)
Semaine du 11 février: Les universités du Québec
Semaine du 18 février: La recherche scientifique dans les universités
Semaine du 25 février: L'enseignement
Semaine du 3 mars: Le rôle des commissions scolaires
Semaine du 10 mars: Le rôle du ministère de l'Éducation
Semaine du 17 mars: Les bureaux interrégionaux
Semaine du 24 mars: Consultation et structures de participation

(Noter que les thèmes sont les mêmes pour la télévision et la radio.)

Pour obtenir plus de détails au sujet de ces émissions, et pour connaître l'horaire précis selon lequel ces émissions sont diffusées aux différents postes de radio, il suffit de consulter "Hebdo-Education", bulletin du Ministère de l'Éducation, 8 septembre 1967.

Nous ne publions ci-dessous que l'horaire des émissions télévisées.

À la télévision, tous les dimanches

	septembre	octobre- janvier	janvier- mars		septembre	octobre- janvier	janvier- mars
Carleton CHAU-TV	19 h	20 h	20 h	Rivière-du-Loup CKRT-TV	19 h	19 h	19 h
Chicoutimi CJPM-TV	13 h 30	13 h 30	16 h 30	Rouyn-Noranda CKRN-TV	22 h 30	22 h 30	22 h 30
Jonquière CKRS-TV	22 h 30	22 h 30	22 h 30	Sherbrooke CHLT-TV	22 h 30	22 h 30	22 h 30
Matane CKBL-TV	19 h	20 h	20 h	Québec CFCM-TV	13 h 30	13 h 30	16 h 30
Montréal CFTM-TV	13 h 30	13 h 30	16 h 30	Trois-Rivières CKTM-TV	19 h	19 h	19 h
Rimouski CJBR-TV	19 h	19 h	19 h				

Les unions internationales au Canada, vues par John Crispo

Dr John Crispo, *International Unionism, a study in Canadian-American relations*, McGraw-Hill 1967 (\$8.50) ou encore, en résumé, *The Role of International Unionism in Canada*, Canadian-American Committee, distribué par le Private Planning Association of Canada, 757 Edifice Sun Life, Montréal 2 (\$1.50).

PAR Evelyn DUMAS-GAGNON

La publication d'un livre sur le syndicalisme canadien est un événement en soi, tant de telles publications sont rares. L'ouvrage publié cet hiver par le professeur John Crispo, directeur du Centre de relations industrielles de l'université de Toronto, sur le syndicalisme international — ou bi-national — au Canada est important non seulement à cet égard, mais aussi parce qu'aucun livre depuis "Trade Unions in Canada" de H. A. Logan (publié en 1948) ne s'est donné un sujet aussi ambitieux et compréhensif.

Le professeur Crispo est un reporter de grande classe. Si son étude ne contient rien qui puisse étonner

les familiers de la situation syndicale canadienne, jamais par contre le plaidoyer des unions internationales au Canada n'a été fait avec autant de mesure, de justesse et de perfection.

Désormais et sans doute pour longtemps, il ne sera plus possible ni pour les chroniqueurs financiers, ni pour les adeptes d'un syndicalisme national et plus militant que la version américaine, de diffuser des slogans sans tenir compte de ce livre et des explications historiques qu'il donne au développement des unions internationales au Canada.

La preuve ultime de l'honnêteté de l'ouvrage du professeur Crispo, aux yeux des Québécois, reste sans doute le traitement qu'il fait aux problèmes particuliers du Québec. Mieux que quiconque hors du milieu il a su décrire la CSN et le mélange de nationalisme et de militantisme fervent qui a fait son succès; mieux que quiconque il a su cerner le malaise de la FTQ, qui a besoin d'un statut particulier au sein du CTC comme un être humain d'oxygène: à ce sujet le plaidoyer de l'auteur frappe si juste que la FTQ

l'a cité intégralement dans son mémoire à la commission d'étude sur les structures du CTC.

Et pourtant, un malaise profond subsiste à la lecture de l'ouvrage du professeur Crispo. Ce malaise est d'abord personnel: quand on connaît l'auteur, qui suscite la controverse comme il respire, ce ton faussement neutre exaspère; ce n'est que sur la question de la parité de salaires pour les ouvriers de l'auto (il est contre) qu'il retrouve apparemment sa liberté naturelle, et là encore que de phrases inachevées et d'arguments mutilés!

Mais même compte tenu des limites imposées par les sources, et par le "commanditaire" de l'ouvrage (le Canadian-American Committee, voué à la compréhension entre les deux peuples), l'impression demeure que la faiblesse sous-jacente de l'étude rejoint celle d'un grand nombre d'analyse du mouvement syndical et n'est pas celle seulement de l'auteur.

(Cette critique est tirée de la Revue du Centre de Relations Industrielles de McGill, Vol. 1 No.2, printemps 1967).

Clause de système de rendement

La Fédération nationale des syndicats du bâtiment et du bois a réussi à négocier une clause de système de rendement où les majorations de repos totalisent 17% des temps normaux.

Dans ce secteur difficile, le pourcentage le plus élevé qui existait auparavant était de 12% et dans bien des usines ne dépassait pas 10%.

Le pourcentage total se

repartit de la façon suivante:

Besoin personnel: 4%
Fatigue: 10% minimum,

(allocations supérieures peuvent être obtenues; sujet à entente entre les parties).

Délais inévitables: 3%

Cette clause fut négociée à la compagnie Art Woodwork Furniture de Montréal, filiale de Massey-Ferguson.

Accréditation

Le 8 septembre dernier, les 60 employés de la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, groupés en sept sections selon leur lieu de travail, ont été accrédités dans un syndicat affilié à la CSN. Il s'agit de concierges et de proposés à l'entretien.

"Le Travail du Permanent" — Un aperçu hebdomadaire des questions qui intéressent les permanents de la CSN. Responsable: Paule Beaugrand-Champagne. Composé par l'atelier Typofilm Inc. à Montréal, et imprimé par "les Ateliers de la CSN", 1001, rue St-Denis, Montréal, 842-3181.